

Arrêt notifié aux parties par Lettres n° 741 et 742/GC/CPC du 20/10/86
Arrêt notifié du Procureur Général PPC par lettre n° 58/GC/CPC du 23/2/87
Arrêt notifié du Président CPC par lettre n° 58/GC/CPC du 24/2/87
N°4/CA du Répertoire

N°81-8/CA du Greffe

Arrêt du 10 Avril 1986

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR POPULAIRE CENTRALE

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

HOUNME Michel

Ministre du Travail et
des Affaires Sociales.

Vu la requête en date du 2 Octobre 1981 enregistrée sous n°22/GCPC du 3 Octobre 1981 par laquelle le nommé HOUNME Michel, alors Contrôleur du Travail a déféré à la censure de la Cour pour excès de pouvoir, la décision n°188/MTAS/DGM/DAFA-SA du 30 Avril 1981 par laquelle le Ministre du Travail et des Affaires Sociales lui a infligé une sanction disciplinaire de mise à pied de 15 jours sans traitement pour désinvolture et non respect du secret professionnel;

Vu le mémoire ampliatif du 20 Décembre 1984 enregistré sous n°011/GC/CPC du 17 Janvier 1985 par lequel le requérant a sollicité qu'il plaise à la Cour annuler la décision n°188/MTAS/DGM/DAFA-SAA du 30 Avril 1981 susvisée;

Vu la communication sous n°93/GC/CPC du 19 Février 1985 faite à l'Administration pour ses observations sur la requête et le mémoire ampliatif susvisés;

Vu la lettre n°505/MTAS/DGM/DGP E/SACAD du 8 Avril 1985 enregistrée sous n°073/GC/CPC du 18 Avril 1985 par laquelle l'Administration répondait qu'elle n'avait aucune observation à faire aux allégations de HOUNME Michel et qu'elle s'en rapportait à la décision de la Justice;

Vu la consignation constatée par reçu n°19/84 du 28 Juin 1984;

Vu toutes les pièces du dossier;

Vu l'ordonnance n°79-31 du 4 Juin 1979 portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat;

Vu la loi n°81-004 du 23 Mars 1981 portant Organisation Judiciaire;

Vu l'ordonnance n°061/PCPC/CAB du 26 Février 1986 portant désignation des Camarades AMOUSSOU-KP AKPA Henri et MADJERI AMOUSSA Mouazimou, Conseillers, respectivement à la Chambre Judiciaire et à la Chambre des Comptes pour compléter la Chambre Administrative de la Cour Populaire Centrale;

Où le Président-Rapporteur en son rapport;

Où l'Avocat Général en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Conseillers Henri et MADJERI AMOUSSA Mouazimou, respectivement à la chambre judiciaire et à la Chambre des Comptes pour compléter la Chambre Administrative de la Cour Populaire Centrale;

EN LA FORME:

Considérant que le recours susvisé de HOUNME Michel est recevable comme ayant été introduit selon la réglementation en vigueur;

AU FOND:

Considérant que HOUNME Michel, alors Contrôleur du Travail en service au Ministère du Travail et des Affaires Sociales a déféré à la censure de la Cour la décision n° 188/MTAS/DGM/DAFA/SAA du 30 Avril 1981 par laquelle le Ministre du Travail et des Affaires Sociales lui a infligé une sanction disciplinaire de mise à pied de 15 jours sans traitement pour désinvolture et non respect du secret professionnel;

Considérant que le requérant explique qu'ayant été informé de l'existence d'une bourse de perfectionnement il avait adressé un dossier de candidature à son Ministre de tutelle;

Qu'à sa grande surprise, son supérieur hiérarchique direct refusait de transmettre sa candidature aux motifs qu'il ne remplissait pas la condition de maîtrise de la langue anglaise exigée comme condition d'attribution de ladite bourse;

Que pour refuter les moyens de l'Administration, il adressa audit supérieur, une réponse contestant son affirmation par la raison que personne ne lui avait fait passer un test de contrôle de connaissance linguistique préalable;

Qu'il adressa à titre d'information, copie de cette lettre à son syndicat et au Ministre du Travail en y joignant les références des transmissions de ses requêtes antérieures, avec les différentes appréciations favorables qui les accompagnaient, et ce, pour souligner l'injustice dont il s'estimait victime, puisque jamais il n'avait pu obtenir d'aller à un stage de perfectionnement;

Considérant qu'il ajoute que c'est avec surprise qu'il reçut une demande d'explication par laquelle le Ministre lui demandait la raison de cet envoi direct ainsi que les sources des références citées dans sa transmission;

Qu'en suite à sa réponse, il recevait sans aucune formalité de décharge, copie de la décision susvisée lui infligeant la sanction contre laquelle il se pourvoit devant notre juridiction;

Considérant qu'il conclut à l'annulation de la susdite mesure aux motifs d'une part que l'absence de notification régulière vicie la décision de sanction et d'autre part que l'accusation de violation de secret professionnel qui sert de base à la sanction n'est pas justifiée, ce qui constitue une inexactitude des motifs de droit;

Considérant sur l'irrégularité arguée de la notifica-

tion de la décision déferée que HOUNME ne prétend ni ne prouve que la sanction a été exécutée sans qu'il en eût connaissance dans les deux mois de son édiction, ce qui eût rendu impossible tout recours dans les délais de la loi;

Mais considérant qu'il résulte de ses propres pièces que HOUNME a eu effectivement connaissance le 28 Mai 1981 de la décision du 30 Avril 1981;

Considérant que le requérant n'affirme pas que la sanction lui a été appliquée avant la notification du 28 Mai 1981;

Considérant au surplus que le recours formé par HOUNME le 2 Octobre 1981 contre cette décision n'étant pas tardif, le requérant ne peut prétendre que la notification sans décharge de la sanction a pu lui causer un préjudice quelconque;

Considérant qu'il échet dès lors de rejeter comme inopérant le moyen tiré de l'absence de notification par décharge de l'acte administratif querellé;

Considérant sur le deuxième moyen que HOUNME ne conteste pas avoir adressé au syndicat le relevé des appréciations élogieuses faites sur son compte par son supérieur hiérarchique et dont il détenait les copies pour en avoir assuré lui-même la transmission sur instruction de son chef de service;

Considérant que l'obligation de discrétion constitue l'une des règles de la déontologie administrative à laquelle est assujéti tout Agent Permanent de l'Etat;

Considérant que la détention par devers soi et sans permission de documents dont l'agent a été rédacteur officiel pour le compte de son supérieur est irrégulière et s'apparente à un vol de document passible de poursuites pénales;

Considérant que la divulgation de tels documents constitue un manquement à l'obligation de discrétion sanctionnée par des mesures disciplinaires, indépendamment des peines pénales qui peuvent être prononcées pour violation de secret professionnel;

Considérant que seule l'Administration est habilitée à apprécier le caractère confidentiel ou secret d'un document administratif, à l'exclusion de son rédacteur;

Considérant qu'il s'ensuit qu'en infligeant à HOUNME Michel la sanction ci-dessus déferée, le Ministre du Travail et des Affaires Sociales n'a commis aucun excès de pouvoir et qu'il échet dès lors de déclarer HOUNME mal fondé en son recours;

Considérant qu'il existe en la cause des circonstances autorisant à décharger HOUNME des frais de l'instance.

PAR CES MOTIFS:

DECIDE:

.../...

Article 1er. - Le recours susvisé de HOUNME Michel contre la décision n° 188/MTAS/DGM/DAFA/SAA du 30 Avril 1981 est recevable.

Article 2. - Ledit recours est rejeté.

Article 3. - Notification de la présente décision sera faite au Procureur Général du Parquet Populaire Central, à HOUNME Michel et au Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

Article 4. - Les dépens seront à la charge du Trésor Public.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative
PRESIDENT;

Henri AMOUSSOU-KPAKPA et Monazimou AMOUSSA MADJEBI, Juges Professionnels,
CONSEILLERS;

Jean-Marie GNAMBODE et Christian DOSSOU, Juges Populaires non Professionnels,
CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi dix Avril mil neuf cent quatre vingt six, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Pierre AHLINVI COMLAN Avocat Général de la Section Administrative, MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER.

Et ont signé:

Le Président,

Le Greffier,

A. PARAISSO:

J. TOUMATOU.-

Enregistré à Cotonou le 30-6-86

F. 56

565

Gratis

Reçu des impôts de l'Etat



G. E. ATTOLU